

**Robert Costanza
Gar Alperovitz
Herman E. Daly
Joshua Farley**

**Carol Franco
Tim Jackson
Ida Kubiszewski
Juliet Schor
Peter Victor**

VIVEMENT 2050 !

**PROGRAMME POUR UNE ÉCONOMIE
SOUTENABLE ET DÉSIRABLE**

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Valérie Denot



Institut Veblen
*pour les réformes
économiques*

{ LES Petits matins }

Titre original : *Building a Sustainable and Desirable Economy-in-Society-in-Nature*

© 2012 United Nations for the English edition / pour l'édition en anglais

© 2013 United Nations for the French edition / pour l'édition en français

All rights reserved worldwide / Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Le présent ouvrage est une traduction non officielle pour laquelle l'éditeur se déclare pleinement responsable.

L'ouvrage est publié pour les Nations unies et en leur nom.

© Les petits matins / Institut Veblen, 2013 pour la traduction

Les petits matins, 31, rue Faidherbe, 75011 Paris

www.lespetitsmatins.fr

Institut Veblen pour les réformes économiques, 38, rue Saint-Sabin, 75011 Paris

www.veblen-institute.org

Traduction : Valérie Denot

Révision : Aurore Lalucq

Couverture : Thierry Oziel

Maquette : Atelier Dazibao

Graphiques : Arnaud Lebasard

ISBN : 978-2-36383-085-2

Diffusion Seuil

Distribution Volumen

Livre publié avec le concours de la Région Île-de-France

9	Introduction
23	Chapitre 1. Justification et objectifs
31	Contexte historique
33	La croissance de la consommation matérielle n'est pas soutenable car il existe des limites planétaires
40	La croissance de la consommation matérielle au-delà d'une certaine limite est indésirable...
63	Chapitre 2. Une économie soutenable et désirable, solidaire et écologique en 2050
67	Notre vision du monde en 2050
70	Le capital bâti
78	Le capital humain
82	Le capital social
87	Le capital naturel
93	Chapitre 3. Concevoir une économie ancrée dans la société et dans la nature
101	Le respect des limites écologiques
116	La protection des capacités d'épanouissement
129	La création d'une macro-économie soutenable
153	Chapitre 4. Quelques exemples de réformes politiques
155	Consommation : inverser la tendance
163	Étendre le secteur des biens communs
171	L'incidence des quotas systématiques sur les ressources naturelles
178	Partager le temps de travail
187	Chapitre 5. Cohérence et faisabilité des politiques
189	Les enseignements de l'histoire
193	Les exemples à petite échelle
196	Les études de modélisation
211	Conclusion
213	Références bibliographiques
227	Remerciements

Nota bene : les numéros entre crochets correspondent aux références bibliographiques situées en page 213.

INTRODUCTION

Notre planète a subi des changements considérables. Nos concepts et nos outils économiques ont été forgés dans un contexte dit de « monde vide ». Relativement vide d'hommes, vide d'objets, à une époque où le capital, les infrastructures, le matériel constituaient les facteurs limitants, tandis que le capital naturel se trouvait en abondance. Mais nous avons quitté ce monde. Nous habitons désormais un « monde plein », celui dit de « l'anthropocène », dans lequel l'être humain constitue une force géologique capable d'agir sur son environnement, sur le système écologique de soutien de la vie, à l'échelle planétaire [2]. Pour faire face à cette situation sans précédent et jeter les bases d'une prospérité durable, c'est-à-dire « améliorer le bien-être humain et l'équité, tout en réduisant significativement les risques écologiques et les pénuries » [3], nous devons entièrement repenser notre économie et reconsidérer ses relations avec le reste du monde, afin de permettre l'émergence d'un modèle mieux adapté à ces nouvelles conditions de vie sur Terre.

Pour y parvenir, nous aurons besoin d'une science économique qui respecte les limites planétaires [4, 5] et reconnaisse que le bien-être de l'homme dépend essentiellement de la qualité de ses relations sociales et du degré d'équité de la société dans laquelle il vit. L'objectif de croissance de la consommation matérielle devra ainsi céder la place à une volonté réelle

d'améliorer le bien-être humain de façon soutenable. Cette nouvelle approche économique devra également reconnaître que l'économie s'inscrit dans une société et une culture elles-mêmes intégrées dans un système écologique de soutien de la vie [6-9]. Une croissance économique infinie au sein d'une planète finie s'avère de ce fait impossible.

Notre ouvrage tente de synthétiser toutes les idées capables de nous aider à définir à quoi pourrait ressembler cette nouvelle économie enchâssée dans la société et la nature, et comment nous pouvons parvenir à la mettre en œuvre. À vrai dire, la plupart de ces idées ne sont pas nouvelles. Depuis plusieurs décennies, les auteurs de ce livre n'ont cessé de les exposer dans des publications, et d'autres chercheurs ont exprimé des points de vue similaires lors de conférences trop nombreuses pour être mentionnées ici.

Ce qui est nouveau, c'est le moment et le contexte dans lequel nous nous trouvons, car il y a urgence. Et pour tout dire, nous n'avons même plus vraiment le choix : nous devons engager une transition puisque la trajectoire que nous suivons n'est pas soutenable. Comme Paul Raskin l'a dit à juste titre, « contrairement aux idées reçues, c'est bien le statu quo (*business as usual*) qui fait office de fantasme utopique. Élaborer une nouvelle vision de l'économie s'avère une nécessité pragmatique » [10].

Si l'exigence d'enclencher un processus de transition s'impose, nous pouvons néanmoins choisir la voie à emprunter et sa destination. Deux chemins sont possibles : soit nous choisissons d'engager un dialogue à l'échelle planétaire pour imaginer « l'avenir que nous voulons » – thème de Rio+20 – et élaborer la stratégie à adopter pour y parvenir ; soit nous laissons le

système actuel s'effondrer de lui-même dans l'espoir de tout reconstruire sur ses ruines. Notons que nous aurions dans ce cas comme point de départ une situation désastreuse. Par conséquent, il va de soi que nous optons pour le premier scénario.

Nous insistons dans cet ouvrage sur la nécessité d'abandonner l'objectif de croissance du produit intérieur brut (PIB) au profit d'une amélioration du bien-être humain soutenable. Ce changement d'orientation implique de prendre en compte la protection de la nature, la restauration des écosystèmes, l'équité sociale et intergénérationnelle (notamment l'éradication de la pauvreté), la stabilisation de la population, mais aussi l'ensemble des contributions non marchandes générées par le capital naturel et le capital social. Pour y parvenir, il sera nécessaire d'instaurer de nouveaux indicateurs capables d'aller au-delà du PIB et d'évaluer plus directement les progrès réalisés par nos sociétés, dans le domaine du bien-être humain et de sa soutenabilité.

Ainsi, nous proposons un nouveau modèle économique reposant sur une vision du monde et sur les principes développés par « l'économie écologique » [7-9]. En voici les grandes lignes :

1) Notre économie matérielle est intégrée dans une société elle-même assimilée à notre système écologique de soutien de la vie. Alors, pour comprendre et gérer correctement notre économie, nous devons avoir au préalable une parfaite compréhension de l'ensemble du système écologique et de ses interconnexions.

2) La croissance et le développement ne vont pas toujours de pair. Un véritable développement doit être défini en termes d'amélioration du bien-être

soutenable, et non uniquement en termes d'augmentation de la consommation matérielle.

3) Un juste équilibre doit être trouvé afin de permettre un développement prospère des actifs naturels, humains, sociaux et culturels, d'une part, et la fabrication en quantité suffisante d'actifs produits ou bâtis, pertinents et opérationnels, d'autre part. Nous désignons ces actifs par le terme de « capital » au sens de stock, d'accumulation ou d'héritage ; un patrimoine qui nous vient du passé et qui contribue au bien-être des générations présentes et futures. Il va donc de soi que notre acception du terme « capital » dépasse celle qu'on associe traditionnellement au capitalisme.

Ces actifs, qui à bien des égards se recoupent ou interagissent de différentes manières pour produire tous les avantages dont bénéficie l'humanité, peuvent être décomposés ainsi :

- Le capital naturel. Il s'agit de l'environnement naturel et de sa biodiversité, qui, associés aux trois autres types de capitaux, fournissent aux êtres humains des biens et des services écosystémiques, c'est-à-dire l'ensemble des bienfaits de la nature (écosystèmes) dont jouit l'humanité. Ces biens et services sont indispensables pour assurer nos besoins de base, à commencer par notre survie, mais aussi la régulation climatique, l'habitat des autres espèces, l'alimentation en eau, la nourriture, les fibres, les combustibles, les loisirs, les infrastructures culturelles et les matières premières nécessaires à la production.

- Le capital social et culturel. Il reflète l'ensemble des relations entre les personnes : les réseaux sociaux, le patrimoine culturel, les savoirs ancestraux, l'entraide, ainsi que les arrangements institutionnels, les règles, les normes et les valeurs permettant de

faciliter les interactions et la coopération entre les hommes. En contribuant à l'amélioration de la cohésion sociale, ce capital participe à la construction de sociétés fortes, dynamiques et sûres, dotées d'une bonne gouvernance. Il aide enfin à satisfaire les besoins de base des êtres humains tels que la participation à la vie collective, l'attachement et le sentiment d'appartenance à une communauté ou à un groupe.

- Le capital humain. Il est constitué des êtres humains et de leurs attributs, notamment la santé physique et mentale, le savoir et les connaissances, et toute autre qualité capable de faire des individus des membres actifs et productifs de la société. La satisfaction des besoins humains essentiels requiert une gestion du temps équilibrée qui puisse laisser assez de place à un travail épanouissant, mais aussi à une vie spirituelle, à l'empathie, au développement des savoir-faire, à la créativité et à la liberté.

- Le capital bâti. Ce sont les bâtiments, les machines, les infrastructures de transport, et tous les autres artefacts et services humains permettant de satisfaire des besoins essentiels tels que se loger, se nourrir, se déplacer et communiquer.

Nous savons pertinemment que l'existence des actifs humain, social et bâti dépend entièrement du monde naturel ; et qu'en conséquence le capital naturel n'est absolument pas substituable. Aussi la soutenabilité implique-t-elle que nous vivions des bénéfices générés par le capital naturel (des rendements soutenables) sans grignoter le capital lui-même.

Pour parvenir à un bien-être soutenable, toutes les dimensions des richesses dont nous disposons doivent être exploitées de façon équilibrée. Nous ne devons donc jamais perdre de vue que :

1) nous vivons au sein d'un espace délimité par des frontières planétaires : nous dépendons de la capacité de notre planète finie à nous procurer les ressources nécessaires pour les générations présentes et futures ;

2) il est impératif que ces ressources soient réparties équitablement au sein même de notre génération, mais aussi entre les générations ainsi qu'entre les humains et les autres espèces ;

3) nous devons exploiter ces ressources finies aussi efficacement que possible pour générer un bien-être humain soutenable, sachant qu'il dépend également de celui de la nature.

Les connaissances, les compétences, les ressources et les possibilités dont nous disposons à l'échelle mondiale pour atteindre ces objectifs n'ont jamais été aussi nombreuses. Nous sommes ainsi en mesure d'exploiter toute une palette de connaissances scientifiques, de publications, de technologies, de ressources, de potentiels de production et de compétences pour nourrir chacun sur Terre. Pourtant, nous ne parvenons pas à atteindre un bien-être humain soutenable. Nous nous engageons même dans la voie opposée, et à vive allure. Ainsi, nos émissions de gaz à effet de serre continuent de croître. L'humanité exploite les ressources à un rythme plus rapide que celui auquel elles se régénèrent. La perte de biodiversité s'accélère, la plupart des services écosystémiques mondiaux sont sur le déclin, et les inégalités se creusent. Les Nations unies ont d'ailleurs été contraintes d'admettre l'extrême lenteur des progrès réalisés dans le domaine des Objectifs du millénaire pour le développement.

Ne rien changer et continuer dans cette voie constitue tout simplement une menace pour la survie